

Oui, l'État a sauvé les levées de fonds de la tech française en 2020

Le rapport State of European Tech d'Atomico loue la capacité de la France à surmonter la crise en 2020 grâce à de conséquentes aides publiques et une stratégie de long terme de soutien à l'investissement.

Temps de lecture : minute

8 décembre 2020

C'est une consécration pour l'écosystème comme pour les pouvoirs publics tricolores. Dans son emblématique rapport annuel, *State of European Tech*, le fonds européen Atomico souligne à plusieurs reprises la vitalité de la French Tech. D'abord parce que les chiffres plaident en sa faveur : avec plus de 5 milliards de dollars (4,1 milliards d'euros) d'investissements cumulés sur l'année, la France passe non seulement un cap mais est surtout le seul pays du trio de tête continental à voir ses investissements progresser. Les deux autres places fortes de la tech européenne que sont le Royaume-Uni et l'Allemagne accusent un recul du fait de la crise.

Une situation qui fait les affaires de la France face à l'Allemagne dans la course pour la deuxième place des pays les plus attractifs pour les investisseurs. L'Hexagone talonne désormais son voisin allemand (5,1 milliards de dollars d'investissements en 2020 en France, contre 5,3 milliards en Allemagne, en recul de plus de 20%). Et peut compter sur la vitalité de l'écosystème parisien pour créer un effet levier dans les années à venir : Paris reste deuxième derrière Londres parmi les hubs tech européens, surclassant largement Berlin qui se voit cette année dépassé par Stockholm en matière de fonds levés - mais reste troisième lorsqu'on considère le nombre de tours de table réalisés.

La progression de la France n'est cependant pas suffisante pour espérer accrocher le Royaume-Uni qui, Brexit ou non, reste pour l'instant un indéboulonnable leader de la tech européenne - si tant est qu'on puisse encore le considérer comme européen au sens politique ou économique du terme. Lorsqu'on observe les investissements cumulés par les pays européens ces cinq dernières années, le résultat des courses est impitoyable : avec près de 48 milliards de dollars récoltés (39 milliards d'euros), les startups britanniques ont levé plus de deux fois plus de fonds que les startups allemandes (22 milliards de dollars, soit 18 milliards d'euros) et que la France (19 milliards de dollars, soit 15,6 milliards d'euros).

La réponse la plus rapide et la plus massive à

la crise

L'explication à cette accélération des investissements dans les startups tricolores est à chercher à la fois du côté du soutien public à l'innovation pendant la crise et de la mobilisation des VCs nationaux. Le rapport d'Atomico souligne ainsi la réactivité de la France face à la crise et la puissance des mesures mises en oeuvre. *"La France a été la plus rapide à réagir en annonçant tout un ensemble de mesures pour soutenir les startups locales, une semaine seulement après le début du confinement, en mars."* Et quel panel : avec plus de 5 milliards d'euros mobilisés par Bpifrance, l'Hexagone a débloqué deux fois plus de fonds que le deuxième pays du classement (l'Allemagne, avec 2 milliards d'euros) et quatre fois plus que le Royaume-Uni (troisième avec 1,25 milliard de livres, soit 1,4 milliard d'euros).



À lire aussi

En période de crise, l'État devance le capital-risque pour soutenir les startups

La France est aussi le pays qui a mis le plus de dispositifs différents et très concrets à disposition de son écosystème, cumulant garanties sur les prêts, report de charges et prêts en direct, quand plusieurs autres pays ont focalisé leurs efforts sur les investissements en fonds de fonds pour doper le capital-risque - avec plus ou moins de réussite. Cela se traduit par une aide substantielle moyenne de 3,7 millions de dollars (soit 3 millions d'euros) par startup ayant levé plus de 2 millions de dollars (1,6 million d'euros). De quoi rendre les startups britanniques jalouses, bien mal loties avec seulement 600 000 dollars d'aides (495 000 euros) en moyenne...

Un soutien public conséquent, parfois étrillé, mais qui a également eu pour effet de rassurer un peu plus les investisseurs privés. Il faut dire que ces derniers étaient en confiance après les plans successifs menés ces dernières années pour doper l'investissement en phase d'amorçage puis en phase late stage, avec notamment les annonces liées au plan Tibi intervenues en

octobre 2019 et qui se sont concrétisées dès le début de cette année. *"Nous sommes moins dépendants que l'Allemagne des investissements étrangers, explique ainsi une source proche de l'Élysée. Quand les fonds asiatiques se sont retirés d'Europe, nous avons pu compter sur les VCs français qui ont, eux, continué à investir."*

Article écrit par Geraldine Russell